



Travail — Analyse

## Mai 1926 : le Royaume-Uni bascule dans la grève générale

Il y a cent ans, les mineurs britanniques bénéficiaient de la solidarité d'une immense partie des travailleurs. Le pays s'est arrêté pendant près de deux semaines dans un bras de fer finalement remporté par le patronat et le gouvernement. Histoire d'un mouvement qui a marqué la fin d'une époque.

Romarc Godin

1 mai 2026 à 09h30

Le mardi 4 mai 1926, les rues de Londres et du reste du Royaume-Uni prennent une allure inhabituelle. À quelques exceptions près, aucun bus à impériale ne traverse la ville ce matin-là. Les trams sont aussi absents. Les stations de métro désertées n'accueillent que de rares rames vides.

Dans les gares, les trains sont à l'arrêt, comme la plupart des usines. Sur les docks de Londres, plus rien n'est déchargé et plus aucune marchandise ne sort des entrepôts. La plus grande grève générale de l'histoire du Royaume-Uni vient de commencer.

Un siècle plus tard, l'histoire de cette grande mobilisation s'est progressivement perdue, remplacée par d'autres luttes plus récentes, comme celle des mineurs contre Margaret Thatcher en 1985 ou des luttes des années 1970. Mais elle reste un moment unique au cours duquel les travailleurs d'une puissance capitaliste majeure ont contesté l'ordre social existant. Un moment d'autant plus intéressant que cette idée de grève générale hante encore les mouvements sociaux et que l'expérience britannique de 1926 en est sans doute le cas le plus avancé.

Officiellement, la grève générale a duré neuf jours, du 4 au 12 mai, mais dans les faits, on y reviendra, elle s'étend jusqu'au 19 mai au moins et, dans le secteur minier, jusqu'à l'automne. Ce mouvement unique est, à

l'époque, vu comme un épisode décisif de la lutte des classes internationale.



En soutien à une grève des mineurs de charbon contre la menace de réductions salariales, le Trades Union Congress a appelé à une grève générale, Londres, 8 mai 1926. © Photomontage Mediapart avec Mary Evans / Sipa

Ainsi, le 14 mai 1926, dans les colonnes du *Populaire*, l'hebdomadaire de la SFIO – actuel Parti socialiste français –, Jean Zyromski, représentant de l'aile gauche, le dit sans détour : « *La bataille sociale qui se déroule [au Royaume-Uni] est certainement une des plus amples, la plus ample peut-être, de l'histoire.* »

Peu avant, il soulignait dans le même article : « *Contre les forces du prolétariat en mouvement, le bloc bourgeois se reconstitue et la lutte de classes s'affirme dans sa netteté, dans sa rigidité, elle n'est plus masquée par des situations politique ou parlementaire occasionnelles.* »

C'est peut-être pour cette raison même qu'il est nécessaire, cent ans plus tard, de se replonger dans ce grand mouvement social qui présente d'importantes leçons stratégiques et historiques. Mais avant d'y venir, il faut revenir sur ces deux semaines qui ont secoué le pays et qui sont peu connues de notre côté de la Manche.

### La longue agitation sociale britannique

Le mouvement de 1926 est à la jonction de deux histoires. La première est britannique. Le Royaume-Uni est, au début du XX<sup>e</sup> siècle, une puissance économique sur le déclin, dépassée sur le marché mondial par l'Allemagne

et les États-Unis. Son industrie a perdu en compétitivité et, en conséquence, la pression augmente sur les salaires.

En réponse, un mouvement social de grande ampleur, que l'on appelle la « grande fièvre ouvrière » (« Great Labour Unrest »), se met en place entre 1911 et 1914. Cette agitation touche tous les secteurs, avec deux points d'orgue : la grande grève des cheminots en 1911 et celle des mineurs, la première au niveau national, en 1912.

Ce mouvement, précisent Callum Cant et Matthew Lee dans leur livre récent sur la grève de 1926 (*The Future in Our Past*, Verso, 2026, non traduit), « a été conduit par de jeunes travailleurs agissant souvent sans le soutien officiel des syndicats et répandant la grève d'industrie en industrie ».

Le mouvement syndical britannique, issu de l'aristocratie ouvrière et profondément attaché à la collaboration de classe, doit suivre le rythme. En 1914, les trois grandes centrales syndicales des mineurs, des transports urbains et des chemins de fer, répondent à la pression de la base en s'unissant dans une « triple alliance » qui promet une solidarité entre ces industries.

La guerre vient briser cet élan. Les syndicats se rallient rapidement à l'union nationale et au gouvernement. Mais l'agitation continue à la base. Dans la vallée de la Clyde, en Écosse, un mouvement reposant sur l'élection de délégués de travailleurs et travailleuses voit le jour. Ce « Shop Stewards Movement » va organiser la résistance à la conscription et mener des grèves sauvages dont certaines, en 1917, seront suffisamment importantes pour inquiéter Downing Street.

Or, à partir de cette date, c'est une contestation du capitalisme lui-même qui se met en place parmi la classe ouvrière occidentale. Dans son ouvrage *The Capital Order* (University of Chicago, 2022, non traduit), Clara Mattei montre combien le bouleversement de la Première Guerre mondiale a débouché sur une « crise de légitimité » du capitalisme et sur un mouvement profond de demande de « démocratisation de la production ».

Cette tendance prend sa forme ultime dans le mouvement des conseils qui traverse alors l'Allemagne et l'Italie, principalement, mais il se diffuse dans les rangs des travailleurs et travailleuses d'autres pays, notamment au Royaume-Uni où, compte tenu de

ce qu'on vient de dire, le terrain est fertile pour cette contestation.

L'année 1919 est une année de grande agitation sociale au Royaume-Uni. Les mineurs, les employés, les ingénieurs, les cheminots et même les policiers mènent des grèves longues. Sur les docks londoniens, on refuse de charger le *Jolly George*, un navire dont le rôle est de ravitailler les troupes britanniques envoyées en soutien à l'Armée blanche (face à l'armée rouge) dans la guerre civile russe. L'irruption de la révolution russe et de mouvements partout en Europe renforce la combativité des travailleurs britanniques.

## Le repli tactique du gouvernement

Callum Cant et Matthew Lee rappellent qu'alors l'idée d'une grève générale est en permanence dans l'air. Dans un premier temps, en 1919, le gouvernement conservateur-libéral de David Lloyd George est sur la défensive et joue la carte des concessions. Basculer à ce moment dans la grève générale signifierait ouvrir une phase révolutionnaire, puisque ni l'armée ni la police ne sont sûres et que la classe ouvrière semble unie.

Dans son livre *The General Strike 1926: A New History* (Pen & Sword, 2023, non traduit), l'historien David Brandon raconte que le premier ministre lui-même reconnaissait sa faiblesse face aux syndicats : « Je suis obligé de vous dire que nous sommes à votre merci. » Heureusement pour le gouvernement, les dirigeants syndicaux veulent tout sauf une révolution et saisissent les concessions gouvernementales pour tenter de calmer les masses.



Le gouvernement national de Ramsay MacDonald en Grande-Bretagne, 1931. Assis, de gauche à droite : Philip Snowden, Stanley Baldwin, Ramsay MacDonald, lord Herbert Samuel, John Sankey ; debout, de gauche à droite : Philip Cunliffe-Lister, Neville Chamberlain, Thomas Reading, Samuel Hoare. © Photo Ann Ronan Picture Library / Photo12 via AFP

En janvier 1919, ils acceptent de mettre fin à une grève des mineurs pour monter la commission Sankey, dont les conclusions, favorables aux travailleurs, seront enterrées par le cabinet. En octobre 1919, une grève des cheminots est abandonnée dès les premières concessions du gouvernement. Comme le dit un membre du gouvernement cité par David Brandon : « *Les organisations syndicales étaient la seule chose entre nous et le chaos.* »

Mais la collaboration de Lloyd George avec les syndicats est un repli tactique. La mise en place d'une austérité budgétaire et monétaire dès la fin de 1919 provoque une crise économique qui va favoriser le rapprochement entre directions syndicales et gouvernement pour « *défendre les emplois* », mais qui va aussi affaiblir la solidarité intersectorielle. Le 15 avril 1921, la Fédération des transports refuse de soutenir les mineurs en grève contre des baisses de salaires. Ce « vendredi noir » signe la victoire provisoire de la réaction et la fin de la triple alliance.

Provisoire, parce que non seulement l'agitation sociale reste élevée et s'organise autour de mouvements autonomisés par rapport aux syndicats, comme le Mouvement national des minoritaires (MNM), mais surtout parce que le Parti travailliste arrive, pour la première fois, en tête des élections de février 1924. Ramsay MacDonald, son leader, devient premier ministre d'un gouvernement minoritaire. Le choc est

immense pour les capitalistes britanniques, qui sont alors pris de panique.

## La course à la grève

En octobre 1924, le gouvernement MacDonald tombe et de nouvelles élections donnent une majorité aux conservateurs. Stanley Baldwin devient premier ministre et reprend l'obsession de la classe dirigeante : restaurer la situation idéalisée d'avant-guerre. Pour cela, il faut rétablir la centralité de la City dans l'économie britannique et, donc, fixer à nouveau la convertibilité de la livre en or à son niveau d'avant-guerre.

Ce projet est étroitement associé avec l'autre priorité des élites du pays : mater une fois pour toutes l'agitation ouvrière qui dure depuis quinze ans. La surévaluation de la livre va permettre un nouveau tour de vis sur le niveau de vie des ouvriers, qui conduira à la confrontation. Mais cette fois, l'État n'est plus aux abois comme en 1919, il se prépare et, mieux même, désire l'affrontement, parce qu'il a besoin d'une défaite claire du mouvement social.

La convertibilité de la livre en or est rétablie le 28 avril 1925. Aussitôt, les dirigeants des entreprises minières engagent un plan de baisse des salaires et d'augmentation du temps de travail pour compenser les effets de la livre forte. En face, le MFGB, le grand syndicat minier, est prêt au bras de fer. Et obtient le soutien de la dernière instance de coordination intersectorielle, le Congrès des syndicats (Trades Union Congress, TUC). La triple alliance semble reformée.

Le gouvernement a cependant besoin de temps pour se préparer. Le 31 juillet 1925, il accorde une subvention au secteur minier pour lui permettre de maintenir les salaires et le temps de travail. Mais cette subvention cessera le 1<sup>er</sup> mai 1926. Pour les syndicats, ce « vendredi rouge » est présenté comme une victoire qui vient faire oublier le « vendredi noir » de 1921.

Il n'en est pourtant rien. « *Dès que la subvention a été mise en place, des mesures ont été prises, dans le plus grand secret, pour coordonner partout les mesures requises pour faire face à l'inévitable urgence nationale* », souligne David Brandon. Des organisations semi-secrètes sont alors mises en place pour organiser les briseurs de grève, s'il le faut avec l'appui des mouvements fascistes

et nationalistes, et pour organiser la réponse à une grève générale.

## La grève générale

Cette préparation tranche avec l'indolence des syndicats. Callum Cant et Matthew Lee soulignent qu'en parallèle, le TUC « *ne fait rien* » et considère que « *la menace de la grève générale sera, encore une fois, suffisante pour faire reculer l'État* ». Mais il n'en est rien. Le 1<sup>er</sup> mai 1926, la subvention est supprimée, le TUC n'a pas d'autre choix que d'appeler à la grève de solidarité avec les mineurs pour le 4 mai.

Et la mobilisation des travailleurs est alors remarquable. Elle surprend la direction des syndicats elle-même. Certes, dans les faits, il ne s'agit pas d'une grève générale au sens strict, où l'ensemble des activités sont stoppées, mais c'est une grève large, regroupant jusqu'à 3 millions de travailleurs et travailleuses qui bloquent en grande partie l'économie du pays. Le TUC décide d'ailleurs d'agir par paliers : plusieurs secteurs sont « *mis en réserve* » et continuent à travailler en attendant l'ordre de grève du conseil général du TUC.

Une camionnette renversée par des sympathisants de la grève sur Blackfriars Road, à Londres, 15 mai 1926. © Photo Mary Evans / Sipa

Mais le mouvement est d'une ampleur inégalée et repose sur une étonnante solidarité de classe. La base est clairement à la manœuvre et prend des initiatives, sans demander l'autorisation aux syndicats. Dans le pays de Galles, les grévistes font le tour des entreprises pour leur couper le courant sans affecter les particuliers.

Les piquets sont des lieux de socialisation et de solidarité où on défend sa lutte contre les tentatives du gouvernement et des briseurs de grève. En face, aussi préparé soit-il, le gouvernement ne peut pas grand-chose. Certes, des milliers de « volontaires » se présentent pour remplacer les grévistes. Mais ils sont souvent trop peu nombreux et, surtout, trop peu formés.

David Brandon raconte comment des étudiants d'Oxford ou de Cambridge ont conduit des trains en mettant en danger les passagers qu'ils transportaient. « *C'est un miracle qu'il n'y ait eu que si peu d'accidents* », souligne-t-il. Mais sans doute faut-il mettre ce miracle au crédit de la faiblesse du trafic.

## La trahison et la défaite

Rapidement, le gouvernement choisit donc la force. L'armée est mobilisée. Des navires de guerre s'installent sur la Tamise ou dans le port de Liverpool. Les affrontements avec la police et les briseurs de grève se multiplient.

Le cœur du conflit se situe autour des docks de Londres, lieu stratégique où se décide l'approvisionnement de la capitale. Le 8 mai, avec l'appui de blindés et de soldats surarmés, le gouvernement parvient à organiser un accès aux docks et à décharger une partie des marchandises à Hyde Park, transformé en plateforme logistique.

La direction du TUC se montre de plus en plus inquiète par les déterminations de la base et du gouvernement. Elle craint la mise en place d'une logique de guérilla et, surtout, l'autonomisation du mouvement et sa politisation, alors que les mouvements syndicaux veulent se limiter à des objectifs économiques et sociaux. Progressivement, le TUC reprend son rôle de dernier recours de l'ordre capitaliste.

Le 12 mai à midi les dirigeants syndicaux annoncent alors la fin de la grève sur la base d'un mémorandum proposé par un lord libéral, Herbert Samuel. Ce document entérine les baisses de salaires et n'offre aucune garantie aux syndicats. Il se contente de laisser ouvertes quelques zones à la négociation, sans aucune garantie.

Dans un échange avec un syndicaliste néerlandais, un membre du TUC explique que « *pour beaucoup de personnes dans le conseil général du TUC, les choses sont allées trop loin* ». Cela ressemble à une capitulation sans conditions. Et, pour de nombreux grévistes, à une trahison.

De fait, le 12 mai ne signe pas la fin du mouvement. Beaucoup de salariés ne suivent pas le mot d'ordre de reprise de travail. Callum Cant et Matthew Lee indiquent que, selon les estimations du Parlement, il y a 100 000 grévistes de plus le 13 mai. Mais le mouvement manque désormais de coordination et, déjà, la répression patronale, avec l'appui de l'État, se met en place : on menace de licencier les grévistes. La solidarité avec les mineurs s'efface progressivement.

Le mouvement se poursuit encore une bonne semaine avant de s'éteindre partout, sauf dans les bassins houillers, où les mineurs vont continuer seuls le combat avant de rendre les armes début octobre. Les salaires seront abaissés, les licenciements de grévistes massifs et les journées de travail rallongées.

La défaite est totale et va marquer durablement le mouvement social britannique. La défection des syndicats sera suivie, en 1931, d'une autre, tout aussi grave : la constitution par Ramsay MacDonald, réélu premier ministre en 1929, d'une « union nationale » avec les conservateurs pour faire face à la crise. Pendant les

années 1930, ni les travaillistes ni les syndicats ne seront en mesure de construire une réponse à la récession.

1926 reste néanmoins un moment fort de l'histoire sociale, pas seulement britannique, mais aussi occidentale. Un moment où la base a pris l'initiative et a commencé à prendre conscience qu'elle pouvait écrire l'histoire. Et même si la situation d'alors apparaît fort éloignée de la nôtre, elle résonne encore aujourd'hui. La deuxième partie de cette série cherchera à comprendre comment.

Romarc Godin